

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

M. MARION

## **Statistique comparée des impôts de guerre après 1870 et après 1916**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 60 (1919), p. 327-335

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1919\\_\\_60\\_\\_327\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__327_0)

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## II

# STATISTIQUE COMPARÉE DES IMPÔTS DE GUERRE

APRÈS 1870 ET APRÈS 1918

Lorsque je me suis chargé, Messieurs, de parler devant vous des impôts issus de la guerre actuelle, par comparaison avec ceux qui ont suivi celle de 1870, il était encore permis de croire que la vie normale reprendrait à peu près dans un délai pas trop éloigné, que la liquidation financière de la guerre serait, non pas certes terminée, mais avancée, que la dette allemande commencerait à être payée ou tout au moins à être connue, et que les grandes lignes du budget français d'après-guerre pourraient s'apercevoir à l'horizon. Par malheur les événements ont marché beaucoup plus lentement qu'on ne l'espérait : rien de tout cela ne s'est accompli, et je me trouve en conséquence obligé de parler d'un sujet qui est encore dans la pénombre d'un avenir des plus nébuleux. Environ 3 milliards 200 millions d'impôts nouveaux ou d'accroissements d'impôts anciens, sous les réserves que j'aurai à indiquer tout à l'heure, ont été créés depuis la guerre : ce n'est rien en comparaison des 16 ou 17 milliards de ressources nouvelles que, suivant les évaluations les plus optimistes, la France va avoir à trouver en sus de ses anciennes ressources normales d'avant-guerre. Nous sommes donc très loin de compte, et c'est seulement dans un avenir encore lointain peut-être que l'on saura si quelque gouvernement aura réussi à élever ce colosse fiscal et si le pays aura la force de le supporter. Pour le moment, il ne saurait être question que de ce qui est, c'est-à-dire des impôts édictés par les lois des 30 décembre 1916, 31 juillet et 31 décembre 1917, 17 janvier 1918, 29 juin 1918, sans parler même des 1 milliard 280 millions, ultérieurement à porter à 1 milliard 863 millions, que le ministre des Finances proposait le 27 mai dernier, et qui sont encore à l'état de projet. Et même il est évident que pour juger ces impôts l'on manque du recul nécessaire, qu'il faudrait d'abord, pour savoir au juste ce qu'on en peut tirer, que la vie économique eût repris son cours normal, ce qui n'est pas : autre motif pour lequel cette communication, je ne me le dissimule pas, a quelque chose de prématuré. Peut-être cependant n'est-il pas inutile de citer quelques chiffres propres à bien faire ressortir combien les difficultés financières actuelles sont plus graves que celles d'il y a quarante-huit ans, et quelle énorme différence il y a entre le coût de la victoire d'aujourd'hui et celui de la défaite d'autrefois.

Au moment où fut conclu l'armistice de janvier 1871, la dépense quotidienne était de 10 millions, somme alors jugée énorme : lorsque survint celui de novembre 1918 les crédits extraordinaires du quatrième trimestre 1918 étant de 12 milliards 328 millions, auxquels il faut ajouter le quart du budget ordinaire des services civils, 8 milliards en chiffres ronds, ces 14 milliards 328 millions divisés par 90 donnent une moyenne quotidienne approximative de 160 millions de dépense. La guerre en 1918 nous coûtait donc seize fois plus que la guerre de 1870. Il est assez remarquable d'autre part qu'à estimer à 10 milliards le coût total de la guerre de 1870 (M. Magne, ministre des Fi-

nances, le portait en octobre 1873 à 9 milliards 287 millions, chiffre généralement jugé un peu inférieur à la réalité) et en le multipliant par 16 on arrive aux 160 milliards de crédits extraordinaires auxquels on en était au 31 décembre 1918. Il semblerait donc que notre guerre fût à celle d'autrefois, financièrement parlant, comme 16 est à 1 ; cette proportion est vraiment angoissante. Encore pourrait-on s'estimer heureux si elle était exacte aussi au point de vue fiscal, mais malheureusement il n'en est pas ainsi. La guerre de 1870 a exigé exactement 714 millions d'impôts nouveaux, que l'Assemblée nationale vota de 1871 à 1875 : 714 millions à prendre les prévisions de recettes, qui furent généralement dépassées, si bien que le budget de 1876 se trouva avoir 989 millions de ressources de plus que le budget projeté pour 1871. S'il suffisait maintenant d'en créer seize fois plus, ce serait 11 milliards 424 millions qu'il s'agirait de trouver : or, il est bien à craindre qu'il n'en faille trouver bien davantage.

Les 3 milliards ou 3 milliards 200 millions jusqu'ici obtenus proviennent tantôt de contributions toutes nouvelles, comme l'impôt global sur le revenu et sur les bénéfices de guerre, la taxe militaire, l'impôt sur les paiements, la taxe de luxe, tantôt d'augmentations d'impositions anciennes.

Examinons d'abord les contributions directes, qui montaient en 1913 pour la part de l'État, la seule dont il soit ici question, à 577 millions, auxquels les contributions assimilées ajoutaient 61 millions. Les taxes offrant les caractères essentiels de contributions directes qui se sont ajoutées ou substituées à ces contributions ont été ainsi énumérées et évaluées dans le discours de M. Klotz au Sénat, du 13 juin 1918 :

Taxe sur les bénéfices de guerre . . . . .	580 millions.
Taxe militaire . . . . .	25 —
Impôt global sur le revenu . . . . .	370 —
Augmentation des taxes assimilées, par la loi du 30 décembre 1916. . . . .	24 —

Et enfin les fameux impôts cédulaires devaient représenter pour 1918 les sommes suivantes, d'après les états annexés à la loi du 4 août 1917 : Foncière des propriétés non bâties, 76 millions; des propriétés bâties, 128; impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, 200; sur les traitements, salaires, pensions, 12; sur les bénéfices des professions non commerciales, 6; sur les bénéfices de l'exploitation agricole, 5; au total 427 millions. Mais combien en réalité ? Ici la statistique doit avouer son impuissance : faute d'application de la loi, les impôts cédulaires sur les revenus, du moins ceux d'entre eux qui sont d'institution nouvelle, comme ceux sur les revenus industriels et commerciaux, sur les traitements et salaires, sur les professions libérales, etc., etc., sont encore pour ainsi dire en l'air. Peu de renseignements dans le *Journal officiel* : on lit dans celui du 12 avril dernier, à propos de la situation au 31 mars du recouvrement des contributions autorisées par la loi de finances du 31 décembre 1918, sous la rubrique *contributions directes et taxes assimilées*, les lignes suivantes, propres à décourager notre curiosité. « Il a paru préférable de ne pas comprendre dans la présente publication établie à la date du 31 mars, la situation du recouvrement des contributions directes et des taxes y assimilées. Les

rôles en effet n'ont pu encore être émis dans un certain nombre de départements et les recouvrements effectués jusqu'à ce jour ne sauraient fournir aucun élément utile d'appréciation. » Quelques jours après paraissait la fameuse déclaration des contrôleurs des contributions directes, contenant l'aveu d'impuissance le plus complet, et depuis, la situation ne paraît guère s'être modifiée. Les numéros jusqu'ici parus du *Bulletin de statistique* du ministère des Finances ne fournissent pas plus de lumière. De celui de mai 1919 je détache par exemple les lignes suivantes, à propos des impôts généraux et cédulaires sur le revenu : Rôles émis, 162,9; recouvrements, 62,4. « Le montant total des rôles mis en recouvrement au titre de l'année s'élève à 654.529.700 francs, dont 491.555.400 ont été émis sur l'exercice 1918 et le restant, soit 162.975.300, au titre de l'année 1919. Ces rôles sont émis au titre de l'année d'imposition 1918. Les évaluations correspondantes ont été arrêtées à 593 millions. » Je m'avoue incapable de comprendre ce passage, véritablement par trop obscur. Dans cet état d'incertitude le mieux est sans doute de s'en tenir aux évaluations officielles et de se placer non au point de vue de ce qui est, mais à celui de ce qui devrait être. Or, des chiffres avancés par le ministre des Finances dans son discours du 13 juin 1918, il résulte que les impôts cédulaires, y compris quelques reliquats des anciennes contributions directes, représentent 478.100.000 francs. Il y aurait lieu d'y joindre environ 100 millions de taxes assimilées, dont 25 de taxe militaire, 370 millions d'impôt global, 580 millions d'impôt sur les bénéfices de guerre, et enfin un article avec lequel le statisticien se sent sur un terrain un peu plus solide, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui atteignait un rendement de 138.074.300 en 1913 qui a été accru à deux reprises en mars 1914 et décembre 1916, porté à 5 % sur le revenu des valeurs françaises, à 6 % sur celui des valeurs étrangères, à 10 % sur le montant des lots et que le ministre estimait devoir rapporter en 1918, 284.099.400 francs. Au total 1.829.912.755 francs, soit 22 % du budget total, 8 milliards 229 millions : et abstraction faite de la taxe sur les bénéfices de guerre et de la taxe militaire pour n'avoir à comparer que des éléments comparables, 1 milliard 225 millions, constituant par rapport au produit du même genre de contributions en 1913 (contributions directes, 577.475.723; assimilées, 63.128.903 francs; impôt sur le revenu des valeurs mobilières, 138.049.010 francs; total 771.653.626 francs) une importante augmentation de 454 millions; et en ajoutant la taxe militaire et les bénéfices de guerre, de 1.058.159.010 francs, constituant, par rapport à 1913, une augmentation de 137 % (1).

(1) Ces lignes étaient écrites lorsque l'*Officiel* du 12 octobre a donné sur les rôles émis pour 1918 jusqu'au 30 septembre 1919, des renseignements jusqu'alors manquants :

Anciennes contributions directes . . . . .	349.924.100
Impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux . .	184.422.000
— — — agricoles . . . . .	1.800.600
— — — sur traitements et salaires . . . . .	59.682.500
— — — sur les professions libérales . . . . .	4.415.600
Impôt global . . . . .	461.892.900
Total . . . . .	<u>1.062.137.700</u>

Ce total des contributions directes serait donc, avec bénéfices de guerre et impôt sur le revenu des valeurs mobilières, d'environ 1 milliard 926 millions : près de 150 % de progrès sur 1913.

Aux contributions directes, qui frappent surtout le revenu, il convient de joindre, pour répondre aux préoccupations présentes, puisque la question principale est celle de la proportion des impôts atteignant la fameuse richesse acquise et de ceux atteignant les consommations, les contributions qui frappent le capital et qui sont essentiellement les droits d'enregistrement auxquels on peut ajouter les droits de timbre. Mine très riche, dans laquelle on a largement puisé après 1870 et dans laquelle on continue de puiser largement aujourd'hui. En 1913 l'enregistrement rapportait 834.328.400 francs, le timbre 241.365.400, + 9.540.000 de l'impôt sur les opérations de bourse, en tout environ 1 milliard 84 millions. Au cours de 1918, malgré l'état de guerre et l'invasion d'une partie de la France, et grâce aux majorations considérables des lois des 31 décembre 1917 et 29 juin 1918, l'enregistrement et le timbre ont donné 1.507.116.000 francs, dépassant ainsi notablement les prévisions de M. Klotz en juin, 1 milliard 276 millions. Il croyait devoir y ajouter la taxe de luxe de 10 %, mais vu les graves mécomptes auxquels celle-ci donnait lieu, il ne la comptait que pour 576 millions, et arrivait ainsi à un total d'impôts sur les capitaux de 1.852.257.000, soit 23 % du budget. Ce classement de la taxe de luxe parmi les impôts sur le capital était assez contestable : ce n'est pas exclusivement parmi les capitalistes, loin de là, que se recrutent les consommateurs d'objets de luxe et il est aujourd'hui d'observation courante que le salarié avec ses hauts salaires jette beaucoup plus facilement l'argent par les fenêtres que les anciens riches, même quand ces anciens riches ne sont pas encore devenus de nouveaux pauvres. D'autre part il est difficile, évidemment, d'assimiler la taxe de luxe aux impôts sur les boissons, le sel, les sucres. Admettons donc pour la facilité des calculs, comme nous l'avons fait pour les impôts cédulaires, la classification officielle, et nous trouverons ainsi que les impôts portant sur les revenus et les capitaux figurent dans le budget pour une proportion de 45 % et que ces derniers ont subi depuis la guerre un accroissement de 84 % tous deux réunis, de 106 %. Ces chiffres sont évidemment discutables : nous-mêmes allons faire tout à l'heure les réserves nécessaires, mais il reste vrai que les impôts sur la richesse acquise ont subi déjà une majoration considérable contrairement à la légende, sans cesse répétée, dans un but facile à comprendre, que les consommations populaires ont fait tous les frais des nouveaux efforts demandés aux contribuables, comme si l'impôt global n'existait pas, comme si les successions et comme si les valeurs mobilières n'avaient pas été lourdement taxées et surtaxées.

Semblable erreur a été aussi bien des fois soutenue rétrospectivement, à propos des impôts consécutifs à la guerre de 1870. Si dans ce cas elle est moins grande, car il est exact que les grosses augmentations votées alors portèrent surtout sur les contributions indirectes, il s'en faut cependant de beaucoup qu'on n'ait eu recours qu'à celles-là, et les critiques adressées à cet égard à l'Assemblée nationale dépassent véritablement la mesure. Elles ont été cependant formulées par le plus éclairé, le plus savant et le moins suspect des juges, M. Leroy-Beaulieu. Selon lui les innovations fiscales de l'Assemblée nationale auraient rompu l'équilibre qu'il est toujours nécessaire de garder entre les impôts frappant les consommations et les impôts frappant la richesse acquise ; et il a exprimé ce jugement dans un passage célèbre et souvent cité de son

*Traité de la Science des Finances*, qui figure dans les premières éditions de cet ouvrage et ne figure plus dans les dernières : « Depuis la guerre de 1870, écrivait-il en 1877, l'État a demandé au moins les quatre cinquièmes des ressources dont il avait besoin à l'impôt indirect et un cinquième à peine à l'impôt direct, sous différentes formes, droit sur le revenu des valeurs mobilières, centimes additionnels aux patentes, impôt sur les chevaux et voitures, augmentation de certains droits d'enregistrement. La proportion entre les impôts directs et indirects a été déplacée : on a fourni des griefs légitimes aux classes laborieuses quoique plusieurs des denrées indirectes (*sic*) les plus surtaxées, sucre, café, soient de celles dont la consommation est plus grande pour les personnes riches que pour les personnes pauvres. Il n'en est pas moins vrai qu'une Assemblée qui se vantait de restaurer l'ordre moral dans le pays et de préserver les grands principes sociaux a donné un des plus manifestes exemples d'égoïsme de classe que l'histoire nous présente. » Quelque grande que soit l'autorité de M. Leroy-Beaulieu, je ne crois pas qu'il faille ici souscrire à cette condamnation sévère de l'Assemblée nationale. D'après les prévisions budgétaires pour 1871 les contributions directes devaient rapporter 336.683.600 francs, soit 19 % du budget total des recettes, 1.789.911.527 francs d'après la loi de finances du 27 juillet 1870, et l'enregistrement et le timbre 456.571.000 francs, soit 25 %; donc 44 % pour les impôts sur le revenu et sur le capital : les douanes et sels, 163.317.000 francs, soit 9 %, les contributions indirectes, 626.747.000 francs, soit 35 %, faisaient à elles deux réunies exactement contre-poids aux directes et à l'enregistrement, 44 % : les 12 % restants provenaient des postes, des forêts, des domaines, des produits divers, et l'équilibre se trouvait ainsi parfaitement établi. Transportons-nous maintenant au budget de 1876, c'est-à-dire à celui où l'œuvre fiscale de l'Assemblée était entièrement achevée, en nous rappelant que cette œuvre a compris pour les contributions directes et pour l'enregistrement et le timbre les grandes lois des 23 août 1871, 28 février 1872, 19 février 1874, augmentant les droits de timbre et d'enregistrement; celles des 29 mars, 16 juillet et 23 juillet 1872, augmentant sensiblement les patentes, et y ajoutant d'abord 60 centimes additionnels, ultérieurement réduits à 43; celle du 16 septembre 1871, créant ou accroissant les taxes assimilées aux contributions directes, billards, cercles, chevaux et voitures, qui donnaient en 1876 un produit de 24.606.118 francs, presque identique aux 24 millions attendus des taxes assimilées édictées par la loi du 30 décembre 1916; celle du 29 juin 1872, créant la taxe de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières, et celle du 21 juin 1875 qui l'étendait aux lots et primes de remboursement; et nous trouverons que le produit total de ces quatre sortes de taxes : directes, 388.217.505 francs; assimilées, 24.606.118 francs; enregistrement et timbre, 624.505.941 francs; impôt de 3 %, 34.972.383 francs, en tout 1.072.301.947 francs, est en 1876 en accroissement de 279 millions sur le produit qu'auraient dû donner les mêmes taxes en 1871 si 1871 avait été une année normale; c'est un progrès d'environ 28 %. Sans doute les impôts indirects s'étant accrus davantage, les contributions sur les revenus et les capitaux ne représentaient plus en 1876 que 38 à 40 % du budget total des recettes, au lieu de 44 %, et les douanes et contributions indirectes 50 %, au lieu de 44 % aussi; mais, quelque grande que soit cette différence, le mot de rupture

d'équilibre paraît bien fort pour la caractériser, et en tout cas, lorsque sur 989 millions de francs d'augmentation totale une catégorie de contributions en fournit à elle seule 279 millions, il n'est pas exact de dire qu'elle n'a été accrue que de un cinquième, puisqu'elle l'a été de plus du quart.

Nous constatons tout à l'heure un accroissement de 106 % sur les directes, l'enregistrement et le timbre entre 1913 et 1918, en regard de celui de 28 % sur les mêmes impôts dans l'intervalle de 1871 à 1876. Mais il convient de ne pas oublier que ce chiffre de 106 % n'a été obtenu qu'en considérant comme réellement existants les impôts cédulaires, qui n'existent guère, et qu'on ne paraît même pas très pressé de percevoir, à en juger par une récente circulaire : en joignant la taxe de luxe aux taxes d'enregistrement et de timbre, point de vue contestable; en comptant pour 580 millions de francs l'impôt sur les bénéfices de guerre, qui est bien loin d'avoir un aussi fort rendement et surtout aussi régulier, puisqu'à la date du 30 juin dernier les recouvrements de ce chef, faits depuis 1916, n'étaient que de 966.970.600 francs. En général, il faut bien le dire, les innovations en matière de contributions directes ou autres leur ressemblant n'ont pas été fort heureuses, et si au lieu de leur rendement putatif on considère leur rendement réel, on s'aperçoit qu'alors la différence entre les deux époques est beaucoup moins grande qu'elle ne paraît au premier abord. A part quelques exceptions malheureuses, auxquelles il fut rapidement mis fin, comme l'élévation à 40 francs des permis de chasse et la taxe sur le revenu des créances hypothécaires, les impôts créés après 1871 furent en effet des impôts de bon rendement qui confirmèrent et même dépassèrent toutes les espérances des législateurs. On peut citer comme exemple à cet égard l'impôt de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières :

	Évaluation	Produit
	—	—
	Millions	
<b>1873</b> . . . . .	24,0	31,7
<b>1874</b> . . . . .	32,0	34,1
<b>1875</b> . . . . .	31,7	34,6

Ou encore les droits de timbre et d'enregistrement, qui ne cessèrent de donner des plus-values : plus-values d'autant plus méritoires, pourrait-on dire, que la perte de trois départements des plus riches semblait devoir entraîner des moins-values :

<b>1869</b> . . . . .	456,9	<b>1874</b> . . . . .	582,6
<b>1872</b> . . . . .	571,2	<b>1875</b> . . . . .	607,2
<b>1873</b> . . . . .	561,8	<b>1876</b> . . . . .	624,5

Les impôts de guerre de 1916-1918, nés d'ailleurs dans des conditions bien différentes et n'ayant pas jusqu'ici trouvé les conditions favorables à leur développement, n'ont guère manifesté jusqu'à présent cette belle allure fiscale. Si l'enregistrement a donné constamment des plus-values par rapport aux évaluations, plus-values qui, depuis quelques mois, sont énormes (janvier 1919, 93.300.000 aux évaluations, 114.700.000 aux recouvrements; avril, 93.700.000 et 171.700.000; juin, 78 et 176.100.000 francs; septembre, 83 et 141.151) le timbre est souvent en déficit, l'impôt sur le revenu des valeurs

mobilières presque toujours, et quant à la taxe de luxe, confondué avec l'impôt sur les paiements, elle a eu comme on sait des débuts extrêmement pénibles, et c'est seulement depuis quelques mois qu'elle paraît mieux répondre aux intentions du législateur; depuis avril 1919 elle oscille autour de 48 ou 49 millions par mois, se rapprochant beaucoup des évaluations, 51 à 54, au lieu des écarts énormes qui se manifestaient encore par exemple en janvier, où l'on voyait 89 millions aux évaluations, et 41 millions et demi aux recouvrements.

Les contributions indirectes et les douanes, auxquelles nous arrivons maintenant, ont été, comme chacun sait, le genre de ressources préféré de l'Assemblée nationale, et elles ont été aussi largement mises à contribution depuis trois ans. Voici dans quelles proportions.

Au budget de 1869 douanes et sels rapportaient 145.200.000, les contributions indirectes 610.300.000, en tout 755.500.000; à celui de 1876, 289.600.000 d'une part, 1.081.200.000 de l'autre, en tout 1.370.800.000 francs, soit 81,4 % d'augmentation, provenant tant de l'accroissement des consommations que des grandes lois des 8 juillet 1871 (douanes), 1<sup>er</sup> et 4 septembre 1871 (indirectes), 21 janvier, 29 février, 26 mars, 2 août 1872, 21 juin, 30 et 31 décembre 1873, 21 mars 1874, 28 janvier, 2 juin, 17 juillet 1875. Les denrées sur lesquelles l'attention du fisc s'était surtout portée étaient, alors comme de tout temps, les denrées essentiellement imposables, boissons hygiéniques, alcool, sucre, café, denrées coloniales, tabac, allumettes, droits sur les transports, notamment par chemin de fer; ce sont aussi celles que l'on voit sans cesse revenir dans nos lois des 30 décembre 1916, 31 décembre 1917, 17 janvier 1918, 29 juin 1918; les seules différences, ou à peu près, sont l'apparition en 1918 des droits sur les eaux minérales, sur les spécialités pharmaceutiques, sur les places de théâtres, concert et cinémas. A une seule exception près, celle des premiers débuts, ces impositions don- nèrent dans les années qui suivirent 1871 de constantes et fortes plus-values :

	Évaluations pour les indirectes	Recouvrements
	—	—
<b>1872</b> . . . . .	875,9	771,5
<b>1873</b> . . . . .	897,3	879,0
<b>1874</b> . . . . .	881,4	942,2
<b>1875</b> . . . . .	984,1	1.058,0
<b>1876</b> . . . . .	998,6	1 082,2

Si nous passons de cette époque à la nôtre, nous aurons à constater tout d'abord qu'au budget de 1913 les douanes rapportèrent 754.382.000 francs; les contributions indirectes 673.928.000 francs; les sels et sucres 214.800.000 francs; les monopoles 1.015.700.000 francs; en tout 2.660.210.000 francs; et qu'à calculer d'après les résultats du premier semestre 1919, terme de comparaison évidemment préférable à l'année 1918, tant à cause des événements de guerre que parce que certaines des nouvelles lois fiscales n'avaient pas encore pu y produire tout leur effet, les revenus du même genre, d'un produit total de 2.072.500.000 francs pendant ces six premiers mois, rapporteraient, toutes choses égales d'ailleurs, 4 milliards 145 millions par an, justifiant et même dépassant les pronostics du ministre des Finances qui, dans son discours du

13 juin 1918, attendait des taxes de cette espèce 4 milliards 527 millions, en y comprenant 576 millions pour la taxe sur les paiements, que nous n'avons pas comprise dans nos calculs. L'augmentation par rapport à 1913 serait de 1 milliard 485 millions, soit 56 %, proportion un peu moindre que celle que nous venons de constater pour la progression des mêmes impositions après 1870, mais qui s'en rapprocherait très sensiblement sans doute si les restrictions de consommation et si la pénurie de matière imposable, particulièrement en ce qui concerne le sucre et le tabac, n'avaient entravé et n'entravaient encore le développement naturel des impôts de consommation, et si le produit des douanes n'avait été faussé tour à tour en sens contraires, d'une part par l'énormité des importations nécessitées par la guerre, d'autre part par le défaut de liberté commerciale et les restrictions ou interdictions de ces mêmes importations. Nous ne sommes pas, il faut toujours le répéter, dans des circonstances normales, et il faudrait que nous y fussions pour avoir tous les éléments nécessaires pour pouvoir porter des jugements plus sûrs et nous livrer à des comparaisons plus exactes. En ce qui concerne par exemple une matière d'un intérêt fiscal de tout premier ordre, le tabac, célèbre par le progrès marqué et incessant du bénéfice net qu'en a tiré l'État de tout temps, il est curieux de voir combien la grande secousse dont nous sommes loin d'être encore sortis a donné à ce revenu, compromis par le déficit de la production et aussi par quelques surtaxes exagérées sur lesquelles force a été bientôt de revenir, une allure capricieuse et irrégulière, bien différente de la marche en avant à laquelle il nous avait jusqu'ici habitués. En 1917 encore il donnait 645.982.000 francs contre 559.692.000 en 1913. En 1918, malgré l'augmentation de la loi du 17 janvier, le produit du tabac reste au-dessous des évaluations, quelquefois même au-dessous de celui des mêmes mois de 1917; les deux premiers mois de 1919 encore égalent à peine les évaluations; les plus-values n'apparaissent qu'avec le mois de mars et sont désormais assez marquées pour que mai, par exemple, donne 70,8 aux recouvrements contre 59,5 aux prévisions.

Nous ne saurions enfin passer sous silence un genre de ressource auquel lors de la guerre précédente et au cours de celle-ci le législateur était pour ainsi dire forcé de faire appel, les taxes postales et télégraphiques. La loi du 24 août 1871 accrut de façon assez sensible les taxes postales dans l'espoir d'en tirer une somme de 20 millions en plus; celle du 29 mars 1872 accrut à leur tour les taxes télégraphiques. Le produit des unes, 94,6, et des autres, 11, en tout 105,6, dans le budget de 1869, finit, quoique lentement (la perte de l'Alsace-Lorraine était considérée comme devant entraîner 5 % de moins-value) par atteindre 133 dans celui de 1876 : l'augmentation était de 24,5 %. De même la loi du 30 décembre 1916 a majoré les taxes postales et télégraphiques dans le but d'obtenir une augmentation de produit de 58.500.000 francs et y réussit plus vite, car les postes, télégraphes, téléphones donnèrent 397.866.700 francs en 1917 contre 328.900.800 en 1916. Les postes, télégraphes, téléphones ont donné exactement 132.946.300 francs de produit brut (le seul dont il soit question ici) pendant les trois premiers mois de 1919, en progrès de 33.762.800 francs sur la même période de 1918 : ce produit supposerait pour l'année entière 531.785.200 francs, soit notablement plus,

28 % de plus, que les 412 millions obtenus en 1913 de la même catégorie de recettes.

En somme, l'histoire fiscale des années qui suivirent 1870 et celle des années que nous venons de vivre offre, en dépit des considérables différences de la situation politique et sociale, beaucoup plus d'analogie qu'on ne pourrait le croire : et cette analogie apparaîtrait bien plus frappante encore si, examinant outre les projets qui furent alors adoptés ceux qui furent laissés de côté, l'on faisait remarquer que plusieurs des innovations fiscales de ces derniers temps remontent en réalité à une cinquantaine d'années en arrière, et que leurs auteurs se sont souvent trouvés amenés, quoique à leur insu sans doute, à reprendre des projets jadis proposés à l'Assemblée nationale. La taxe sur les paiements ressemble beaucoup au timbre proportionnel sur les quittances qu'un membre de l'Assemblée, le comte de Douhet, témoin du très grand succès fiscal du timbre de 10 centimes sur les quittances et voulant faire rendre davantage à cette ressource, recommanda constamment à l'attention de ses collègues, sans avoir jamais réussi à leur faire prendre ce qu'il présentait volontiers comme une panacée fiscale. La surtaxation des successions dévolues à un nombre d'enfants insuffisant, cette innovation de la loi d'enregistrement de 1918, avait été proposée dès 1871, d'une manière assez analogue, par M. Vingtain, et rejetée, avec raison je crois, par cette considération, entre autres, qu'il serait injuste de confisquer partie de l'avoir d'une famille simplement parce que tel ou tels de ses enfants seraient morts avant l'âge du mariage, et parce que des mesures de ce genre, loin de servir à relever la natalité, peuvent lui nuire en empêchant des mariages. On se sentait dès lors obligé, pour faire face à des charges en réalité plus effrayantes qu'accablantes, de frapper à toutes les portes, et l'on était tenté parfois de frapper à des portes qui n'étaient pas bonnes. Pour nous, dont les besoins sont encore bien plus grands, nous avons le même devoir, et n'avons peut-être pas le droit d'être aussi difficiles. Il faudra beaucoup d'impôts et de toutes sortes ; beaucoup, pour que le fardeau soit réparti sur le plus grand nombre de points possible, afin de n'être écrasant pour aucun. A condition qu'on leur fasse rendre tout ce qu'ils peuvent rendre, qu'il n'y ait de faveur ni d'exemption pour personne, qu'ils s'accompagnent d'une énergique compression des dépenses non nécessaires, il n'est pas impossible que le problème fiscal actuel, si difficile, reçoive une solution sinon satisfaisante, au moins tolérable : mais il faudra pour cela beaucoup de sagesse, et plus de peine, beaucoup plus de peine, qu'on n'eut à en prendre après la précédente guerre.

M. MARION.

---